SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 1^{er} JUIN 1855.

Rapport de la Commission des Travaux Publics, chargée d'examiner le Projet de Loi qui ouvre au Département des Travaux Publics des crédits pour l'exécution de travaux d'utilité publique.

(Voir les N^{os} 189, 222 et 234 de la Chambre des Représentants, et le N^o 93 du Sénat).

Présents : MM. Ferd. SPITAEELS, Vice-Président, Rapporteur; DE WOUTERS DE BOUCHOUT, Baron DAMINET, Comte COGHEN, DE RYCKMAN DE WINGHE et ROBERT.

MESSIEURS,

Votre Commission pense pouvoir exprimer le regret que des crédits, présentant l'importance de celui faisant l'objet de ce rapport, soient présentés à une époque de la session et dans des circonstances qui en empêchent en quelque sorte l'examen et la discussion approfondie. L'étude de l'exposé des motifs de cette demande de crédits qui s'élève à 1,920,000 fr., celle du rapport et de la discussion qui a eu lieu dans une autre enceinte, révèlent cependant des faits qui pourraient susciter certaines critiques.

Ainsi la loi du 20 décembre 1851 avait alloué, pour continuation du canal de Deynze à la mer du Nord, une somme de 2,500,000 fr. Les dépenses effectuées à ce jour, jointes aux sommes engagées, s'élèvent en total à 3,818,361 fr. 55 c., c'est-à-dire qu'elles dépassent de 1,318,861 fr. 85 c., l'allocation consentie pour cette construction. C'est là évidemment une irrégularité qu'il faut chercher à éviter dans l'avenir. L'explication fournie par l'honorable Ministre des Travaux Publics, à la Section Centrale de la Chambre des Représentants n'est que spécieuse, elle rendrait illusoire, les votes de la législature et pourrait engager, d'une manière fâcheuse, dans certaines circonstances, les finances de l'État. Votre Commission espère que M. le Ministre voudra bien tenir compte de son observation, ces irrégularités ayant souvent pour conséquence d'indisposer le Parlement dont elles semblent rendre l'intervention inutile.

La somme demandée par le Gouvernement pour le canal de Deynze à la mer est de fr. 1,200,000; elle ne peut donc couvrir complètement le découvert et Votre Commission eût préféré voir demander le chiffre réellement

engagé, plutôt que de compter sur une éventualité qui peut détruire l'équilibre dans un délai rapproché. Le seul motif sur lequel le Gouvernement se fonde pour réduire sa demande étant que l'entrepreneur des travaux de terrassements de la section de Schipdonck à Maldeghem n'a point encore touché d'à-compte.

Le § 7 de la loi précitée du 20 décembre 1851 avait alloué un premier crédit de 400,000 fr. pour les travaux d'améliorations à exécuter aux ports et côtes de notre littoral. Une nouvelle somme de 300,000 fr. est demandée par le Gouvernement pour achever une digue commencée au moyen de la première allocation, qu'il importe de mettre en la terminant, à l'abri des dégradations qu'y apporteraient inévitablement les gros temps. Votre Commission n'a point d'observations à vous présenter sur ce numéro, elle vous fera seulement remarquer, que d'après les renseignements fournis par le Département des Travaux Publics, le parachèvement des travaux proposés pour l'amélioration du port d'Ostende nécessitera encore une somme de 1,143,600 fr.

La troisième somme portée au tableau s'élève également à fr. 300,000, elle est destinée à des travaux entrepris dans l'intérêt des irrigations de la Campine. D'après les explications fournies par M. le Ministre des Travaux Publics à la Section Centrale de la Chambre des Représentants; les dépenses à faire pour compléter le système d'irrigation et de navigation dans cette partie du pays, s'élèvent en total à fr. 1,288,050, dont le crédit pétitionné représente le n° 4; une somme de fr. 988,050 sera donc encore nécessaire pour l'achèvement de ces travaux; le n° 8 s'élevant à fr. 4,600 a seul pour but de faciliter la navigation; tout le surplus de la dépense est absorbé par les irrigations. Votre Commission se propose de demander à M. le Ministre, lors de la discussion, si ces devis sont faits avec assez de soins, pour que l'on n'ait point à subir de nouvelles déceptions à ce sujet.

Une discussion s'est élevée au sein de votre Commission au sujet de la somme de fr. 120,000. formant le N° 4 et destinée à la construction à Anvers d'un quai d'embarquement pour le service des bateaux à vapeur transatlantiques.

Votre Commission ne peut admettre l'explication fournie par le Gouvernement; il ne comprend pas, est-il dit, en vertu de quel principe il aurait pu faire participer la Compagnie à cette dépense. Il s'agit de la construction du débarcadère d'Ostende, pour assimiler les bateaux transatlantiques, aux malles faisant le service entre la Belgique et l'Angleterre. Aucune similitude n'existe cependant entre ces deux services: l'un est fait par la marine de l'État et par la malle anglaise, l'autre est une spéculation privée, dotée par le Gouvernement d'une garantie de minimum d'intérêt.

Il est rationnel que l'État fournisse à ses navires et pour un service qui lui est propre, un débarcadère convenable. Mais dans la discussion qui nous occupe, il s'agit de la construction d'un quai dans l'intérêt seul et pour la plus grande facilité d'une compagnie déjà subsidiée.

Il serait juste et équitable au contraire que cette société intervint, même largement, dans une dépense qui n'a pour but que son avantage particulier. Votre Commission estime qu'il y a lieu de lui imposer une redevance pour l'usage de ce quai; si elle n'en fait pas une condition de son vote, elle n'en espère pas moins que le Gouvernement aura égard à sa recommandation.

(3)

En résumé, Messieurs, votre Commission a pensé ne pas devoir étendre davantage ses observations ; elle vous propose l'adoption du projet de Loi tel qu'il vous a été renvoyé par la Chambre des Représentants, à l'unanimité des membres présents.

Le Vice-Président, Rapporteur,
Ferd. SPITAEELS.